



OPAC 36

**OFFICE PUBLIC
DE L'HABITAT**

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Entretien et maintenance du matériel lié à la
Sécurité Incendie des immeubles du patrimoine de
l'OPAC 36**

Date et heure limites de réception des offres :

18 novembre 2026 à 12:00

Office Public de l'Habitat, d'Aménagement et de Construction de l'Indre
Direction des Achats et des Moyens Généraux
90 avenue Charles de Gaulle
BP 115
36002 CHÂTEAUX cedex

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Entretien et maintenance du matériel lié à la Sécurité Incendie des immeubles du patrimoine de l'OPAC 36
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Accord-cadre
	Délai de validité des offres	4 mois
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Avec
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Période initiale : de la date de notification au 31/12/2027 puis, reconductible 2 fois 12 mois
	Négociation	Avec
	Visite sur site	Sans

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation	4
1.5 - Nomenclature.....	4
2 - Conditions de la consultation	4
2.1 - Délai de validité des offres.....	4
2.2 - Forme juridique du groupement.....	4
2.3 - Variantes	5
2.4 - Développement durable	5
3 - Conditions relatives au contrat	5
3.1 - Durée du contrat	5
3.2- Reconduction.....	6
3.3 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	6
3.4 - Confidentialité et mesures de sécurité	6
4 - Contenu du dossier de consultation	6
5 - Présentation des candidatures et des offres	6
5.1 - Documents à produire.....	6
5.2 - Présentation des variantes	8
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	8
6.1 - Transmission électronique	8
6.2 - Transmission sous support papier.....	9
7 - Examen des candidatures et des offres	9
7.1 - Sélection des candidatures.....	9
7.2 - Attribution des accords-cadres.....	9
7.3 - Suite à donner à la consultation.....	11
7.4 - Délivrance des attestations obligatoires pour l'attribution du marché	11
8 - Renseignements complémentaires.....	11
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	11
8.2 - Procédures de recours	12
9 - Echanges dématérialisés.....	12

1 - Objet et étendue de la consultation

Le présent accord-cadre a fait l'objet d'une première consultation qui a été déclarée sans suite pour motif d'Infructuosité. Il a été décidé de le relancer. Il fait donc l'objet de cette nouvelle consultation.

1.1 - Objet

La présente consultation concerne l'exécution des prestations suivantes :

Entretien et maintenance du matériel lié à la Sécurité Incendie des immeubles du patrimoine de l'OPAC 36

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Le contrat est passé sous la forme d'un accord-cadre composite mono-attributaire avec maximum en application des articles L2125-1, R. 2162-1 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

Il comprend :

- Une part forfaitaire correspondant aux opérations de vérification et de maintenance périodiques et systématiques
- Une part à prix unitaire correspondant aux opérations correctives hors forfait, exécutée par l'émission de bons de commande

L'ensemble des prestations (part forfaitaire et part à bons de commande), est exécuté dans la limite du montant maximum fixé au contrat.

A titre indicatif le montant des commandes hors forfaits s'élève pour les années suivantes :

- 2025 -> 12 000 € TTC
- 2024 -> 12 000 € TTC
- 2023 -> 8 000 € TTC

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
50610000-4	Services de réparation et d'entretien du matériel de sécurité

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Les candidats peuvent se présenter en qualité de candidat individuel ou de membre d'un ou plusieurs groupements. Cependant, un candidat ne peut être mandataire de plus d'un seul groupement.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre. Toutefois en cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire des autres membres du groupement.

2.3 - Variantes

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au cahier des charges (solution de base).

Conformément aux articles R. 2151-8 à R. 2151-11 du Code de la commande publique, ils peuvent également proposer jusqu'à **deux variantes maximums**, sous réserve du respect des exigences minimales définies au présent règlement et dans les documents de la consultation.

Une variante propose une solution ALTERNATIVE à l'offre de base, tout en répondant au besoin exprimé.

Chaque variante proposée sera prise en compte dans l'analyse des offres sous réserve qu'elle soit accompagnée d'un chiffrage distinct et d'un mémoire technique permettant d'en apprécier la portée.

Les variantes sont autorisées uniquement sur les modalités organisationnelles d'exécution ainsi que sur les outils de suivi et de traçabilité.

Elles ne peuvent en aucun cas porter sur :

- les obligations législatives et réglementaires applicables en matière de sécurité incendie ;
- les niveaux de performance exigés ;
- le périmètre des prestations ;
- les modalités et conditions financières définies au CCAP ;
- la structure contractuelle de l'accord-cadre (part forfaitaire et part à bons de commande).

Chaque variante proposée sera prise compte dans l'analyse des offres.



La réponse à la solution de base est obligatoire.

2.4 - Développement durable

Conditions d'exécution à caractère environnemental

Les conditions à caractère environnemental concernent les mesures précisées dans le C.C.T.P ainsi que celles mises en œuvre par le titulaire.

Dans son offre, le candidat détaillera les mesures qu'il entend mettre en œuvre afin :

- de limiter l'impact environnemental de ses déplacements dans le cadre des vérifications périodiques (optimisation des tournées, sectorisation, véhicules à faibles émissions, mutualisation des interventions, etc.) ;
- de limiter la production de déchets et de favoriser leur valorisation ou leur recyclage lors du remplacement des matériels liés à la sécurité incendie.

Ces critères seront valorisés et pris en compte dans la sélection des offres.

Conditions d'exécution à caractère social

Sans objet

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour la période initiale partant de la date de sa notification jusqu'au 31 décembre 2027.

Les délais d'intervention sont stipulés dans le CCTP et/ou dans les bons de commande.

A titre indicatif, la date de notification de l'accord-cadre est envisagée pour le 1^{er} janvier 2027.

3.2- Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement pour une période d'un an. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

D'autre part, l'accord-cadre pourra être reconduit de façon anticipée dans les conditions définies à l'article 6.2 du CCAP.

3.3 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Fonds propres

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

3.4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le règlement de la consultation (RC) et son annexe « Cadre de mémoire technique et performance environnementale »
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- La commande fictive non contractuelle, destinée uniquement à la comparaison des offres et valant BPU
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)

Le Dossier de Consultation des Entreprises est téléchargeable gratuitement à l'adresse https://www.opac36.fr/les_marches_publics.html

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes conformément au Code de la Commande Publique :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) pour présenter leur candidature (disponibles gratuitement sur le site www.opac36.fr), ou le Document Unique de Marché Européen (DUME).

S'ils n'utilisent pas ces formulaires, les candidats produiront, conformément au code susvisé, tous les renseignements suivants permettant de juger leur situation juridique, leur capacité économique et financière ainsi que les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise.

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner visés aux articles du Code de la Commande Publique et notamment que sa candidature ne crée pas de conflit d'intérêt.

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
Le BPU/commande fictive. Cette dernière n'est destinée qu'à la comparaison des offres ; elle n'engage en rien le volume des commandes qui seront effectuées par l'OPAC 36 pour la durée du marché.
Un mémoire technique détaillant et justifiant pour chaque poste les dispositions et l'organisation adoptée par le candidat pour exécuter le présent accord-cadre, dont les attentes sont détaillées dans l'article 7.2 du présent document. (Cadre joint au DCE à compléter ou à respecter). Les éléments apportés devront exclusivement décrire les éléments de notation définis à l'article 7.2 du présent document.
Le mémoire technique, hors projet de contrat, fiches techniques, planning et autres annexes, ne devra pas excéder 8 pages (en police Times New Roman, taille 11).

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

5.2 - Présentation des variantes

Pour chaque variante qu'il présente, le candidat indiquera au sein de son mémoire technique, les adaptations apportées par rapport à la solution de base, tout en respectant les exigences minimales indiquées dans les documents de la consultation. La DPGF ou le BPU correspondant à cette variante sera également jointe.

Le candidat devra impérativement **intituler et numéroté chaque variante proposée**, afin de permettre une **identification claire et précise**.

À titre d'exemple :

- Variante facultative 1 (VF 1) « Intitulé de la variante »
- Variante facultative 2 (VF 2) « Intitulé de la variante »

Etc....

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : https://www.opac36.fr/les_marches_publics.html.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

OPAC 36
Direction des Achats et des Moyens Généraux
90 Avenue Charles de Gaulle
36 000 CHATEAUROUX

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation pour le dépôt des offres.

Toutefois le Pouvoir Adjudicateur incitera vivement l'attributaire à signer si possible son offre électroniquement avant la notification du marché. La Direction des Achats reste à votre disposition pour vous accompagner dans la démarche.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme AWS-Entreprise (<https://www.marches-publics.info/fournisseurs.htm>). Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais...).

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.



Pensez à anticiper votre dépôt 48 heures avant l'heure limite

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0 %
1.1- Prix Forfaitaire	40.0 %
1.2- Commande fictive	60.0 %
2-Valeur technique	50.0 %
2.1-Méthodologie	70.0 %
2.3 - Qualité des matériels	30.0 %
3- Performance environnementale	10.0%

Chaque critère fait l'objet d'une notation sur 10 qui sera ensuite multipliée par le coefficient de pondération. La somme de ces résultats constitue la note finale utilisée pour le jugement des offres.

Analyse des variantes autorisées :

Les variantes sont examinées et évaluées au regard des mêmes critères de jugement que la solution de base, selon les modalités précisées dans le règlement de la consultation. Les variantes et offres de base font l'objet d'un classement unique et commun.

• Critère Valeur technique

Ce critère sera apprécié au regard des deux sous-critères suivants :

Sous-critère n°1 - Méthodologie :

Ce sous-critère est jugé en fonction des informations contenues dans le mémoire technique, justifiant clairement :

Le candidat devra présenter l'organisation et le planning des interventions permettant de réaliser l'ensemble des vérifications prévues au CCTP et les prestations réalisées dans le cadre des bons de commande :

Il devra notamment indiquer :

- La planification des vérifications pour la 1^{ère} année 2027 et les années de reconduction
- La répartition des équipes et moyens techniques mobilisés
- Les mesures permettant de garantir la traçabilité et la qualité des prestations
- L'organisation administrative (gestion et qualité des comptes rendus informatisés), technique et humaine (qualifications et habilitations) mise en place par le candidat pour l'exécution du présent accord-cadre

Sous-critère n°2 - Qualité des matériels

Ce sous-critère est jugé en fonction des caractéristiques (conformité aux normes CE et NF, durabilité et garantie, réparabilité et disponibilité des pièces, performance) définies dans les fiches techniques produites impérativement par le candidat.

• Critère Performance environnementale

Ce critère est jugé en fonction des informations fournies pour :

- la gestion, collecte et les filières de valorisation des déchets issus des prestations (extincteurs, blocs, cartouches, additifs, poudre...). Pour chaque type de déchets, il est demandé au candidat de préciser les modalités de traitement retenues (procédure mise en place pour le traitement de ces déchets, mesure de traçabilité...).
- Les mesures proposées pour optimiser la planification des interventions et limiter les déplacements, tout en garantissant le respect des obligations réglementaires et des délais d'intervention.

Notation des critères « Valeur technique » et « Performance environnementale »

Les points seront attribués de la façon suivante :

Chaque critère/sous-critère sera noté selon une échelle allant de 0 à 10, en sachant que :

- Note 0 : Offre insuffisante eu égard aux prescriptions définies aux cahiers des charges ou dans laquelle les éléments permettant le jugement de l'offre ne sont pas produits.
- Note 10 : Offre apportant une réponse excellente par rapport aux exigences définies aux cahiers des charges et/ou par rapport aux autres offres.

La note finale pour chacun de ces deux critères sera obtenue selon la formule suivante :

$$\text{Note} = 10 \times \frac{\text{nombre de points du critère du candidat évalué}}{\text{plus grand nombre de points obtenu pour le même critère.}}$$

• Critère Prix des prestations

Pour les opérations préventives périodique et systématiques (Prix forfaitaires) :

Le jugement de ce sous-critère portera sur le montant du prix global et forfaitaire (toutes périodes comprises) indiqué à l'article 4 de l'acte d'engagement.

La note est déterminée en application de la formule suivante :

$$\text{Note} = 10 \times \text{Prix le plus bas recevable} / \text{Prix du candidat}$$

Pour les opérations curatives (Prix hors forfait) :

Le jugement de ce sous-critère portera sur le montant total de la commande fictive (montant total et quantités non contractuels et uniquement destinés à la comparaison des offres).

La note est déterminée en application de la formule suivante :

$$\text{Note} = 10 \times \text{montant le plus bas recevable} / \text{montant du candidat}$$

La somme de ces résultats constitue la note finale utilisée pour le jugement des offres.

7.3 - Suite à donner à la consultation

La présente consultation pourra faire l'objet de négociations techniques et/ou financières avec un ou plusieurs candidats.

La négociation pourra porter sur l'ensemble de l'offre ou sur des éléments précis de l'offre (quantité ; nature des prestations ; organisation de la prestation ; qualité ; garanties de bonne exécution du marché ; délais ; adaptation du prix aux prestations retenues...) sans que puissent être modifiés l'objet du marché et/ou ses caractéristiques principales.

La négociation sera menée via la plateforme AWS.

Toutefois, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

À la suite de l'analyse, le jugement donnera lieu à un classement des offres, par ordre décroissant des notes obtenues.

7.4 - Délivrance des attestations obligatoires pour l'attribution du marché

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 8 jours.

L'OPAC 36 impose la solution Aproxall à chaque attributaire pour le dépôt des certificats et attestations mentionnées ci-dessus.

Cette plateforme en ligne simplifie les démarches administratives obligatoires ; elle est gratuite et permet d'y déposer régulièrement les attestations en toute sécurité. Les informations permettant de se connecter seront adressées à l'attributaire du marché.

Par ailleurs, dans le cadre de la prévention contre la fraude et à ce titre, du contrôle de conformité des IBAN, le titulaire complètera sur Aproxall également et au plus tard 5 jours après la notification du marché, les coordonnées bancaires de l'établissement. Une nouvelle inscription toutefois, distincte de celle réalisée pour le dépôt des attestations fiscales et sociales est nécessaire.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : https://www.opac36.fr/les_marches_publics.html

Cette demande doit intervenir au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 4 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Limoges
2 Cours Bugeaud
87000 LIMOGES

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.

Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Limoges
2 Cours Bugeaud
87000 LIMOGES

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Tribunal Administratif de Limoges
2 Cours Bugeaud
87000 LIMOGES

Tél : 05 55 33 91 55
Télécopie : 05 55 33 91 60
Courriel : greffe.ta-limoges@juradm.fr

9 - Echanges dématérialisés

L'OPAC 36 s'est associé à la société ClearBUS, Opérateur Postal Numérique (www.clearbus.fr), et a mis en place, dans le cadre de ses procédures d'achats, un service d'échange de courriers dématérialisés à valeur probante.

Ainsi, les courriers informant les candidats du résultat de cette consultation leur seront envoyés à l'adresse électronique qu'ils indiqueront impérativement sur la lettre de candidature (ou DC1).

La marche à suivre pour relever le recommandé numérique : le guide correspondant est disponible sur le site web de l'OPAC 36 <http://www.opac36.fr/> rubrique « Je suis professionnel/Les Marchés publics ».

Aucun investissement en matériel n'est à réaliser, l'utilisation d'un certificat de signature électronique n'est pas obligatoire, et le déplacement à la poste pour retirer le recommandé n'est plus nécessaire.